

# NoteFocus

N° 21

MAI 2001

## AU BANGLADESH, IVGVD CONJUGUE UN PROGRAMME DE MICROFINANCE ET UN PROGRAMME DE PROTECTION SOCIALE POUR AIDER LES PLUS PAUVRES

**Certains groupes de population sont extrêmement pauvres et les activités de microfinance telles qu'elles se présentent habituellement ne répondent pas à leurs besoins.**



La série des Études spéciales est l'instrument de base utilisé par le CGAP pour faire connaître aux pouvoirs publics, aux bailleurs de fonds et aux institutions privées et financières les meilleures pratiques en microfinance.

Le CGAP vous invite à lui faire part de vos commentaires, de vos contributions et de toute demande d'envoi d'autres études de cette série.

1818 H Street, N.W.  
Washington, DC 20433

Tel : 202 473 9594  
Fax : 202 522 3744

Courriel :  
cgap@worldbank.org

Site Web :  
www.cgap.org

La plupart des études portant sur les programmes de microfinance au Bangladesh montrent que ces derniers ciblent bien les pauvres, en particulier les femmes, qu'ils permettent à leurs clients de saisir des opportunités économiques et d'élargir leur accès à des ressources et qu'ils contribuent à leur donner de l'assurance et à améliorer leur bien-être<sup>1</sup>. Toutefois, les pauvres ne forment pas un groupe homogène. Certains sous-groupes ont encore moins d'actifs et moins de possibilités d'emploi, souffrent d'un déficit de consommation plus important et sont davantage exposés à des chocs économiques et sociaux périodiques que les autres. Selon des estimations détaillées, 27 % de la population rurale bangladaise, soit environ la moitié de la population classée en dessous du seuil de pauvreté sur la base de son niveau de revenu, vit dans des conditions de « pauvreté absolue »<sup>2</sup>. La plupart des individus extrêmement pauvres souffrent de déficit alimentaire chronique. Beaucoup d'entre eux sont analphabètes, ne possèdent aucune terre qu'ils pourraient cultiver et survivent dans des conditions d'insécurité endémique qui débouchent souvent sur leur expulsion, l'expropriation de leurs biens et des actes de violence<sup>3</sup>. Les études effectuées ainsi que les observations recueillies laissent penser que les personnes extrêmement pauvres ne bénéficient généralement pas des services des programmes de microfinance ordinaires<sup>4</sup>.

Il existe plusieurs raisons, du point de vue de l'offre, d'exclure les extrêmement pauvres des programmes de microfinance. En effet :

<sup>1</sup> Shahid Khandker, *Fighting Poverty with Microcredit: Experience in Bangladesh* (New York : Oxford University Press, 1998) ; Syed Hashemi and Sidney Schuler, « Rural Credit Programs and Women's Empowerment in Bangladesh », *World Development* (avril 1996) ; Mahabub Hossain, « Credit for Alleviation of Rural Poverty: The Grameen Bank in Bangladesh » (Washington : IFPRI, 1988).

<sup>2</sup> La pauvreté absolue est définie, aux fins de la présente Note, par une consommation maximale de 1 740 calories par jour.

<sup>3</sup> Étude intitulée « Rural Poverty: Bangladesh as a Case Study », (New Delhi : Sage, 1995), publiée sous la direction de Hossain Zillur Rahman et Mahabub Hossain.

<sup>4</sup> Hassan Zaman, « Microcredit Programs: Who Participates and to What Extent? » et Syed M Hashemi, « Those Left Behind: A Note on Targeting the Hardcore Poor », publié sous la direction de Geoffrey Wood et d'Iffath Sharif dans l'ouvrage intitulé *Who Needs Credit? Poverty and Finance in Bangladesh* (Dhaka : University Press Ltd, 1997).

 **CGAP** *CGAP Bâtir des services financiers pour les pauvres*

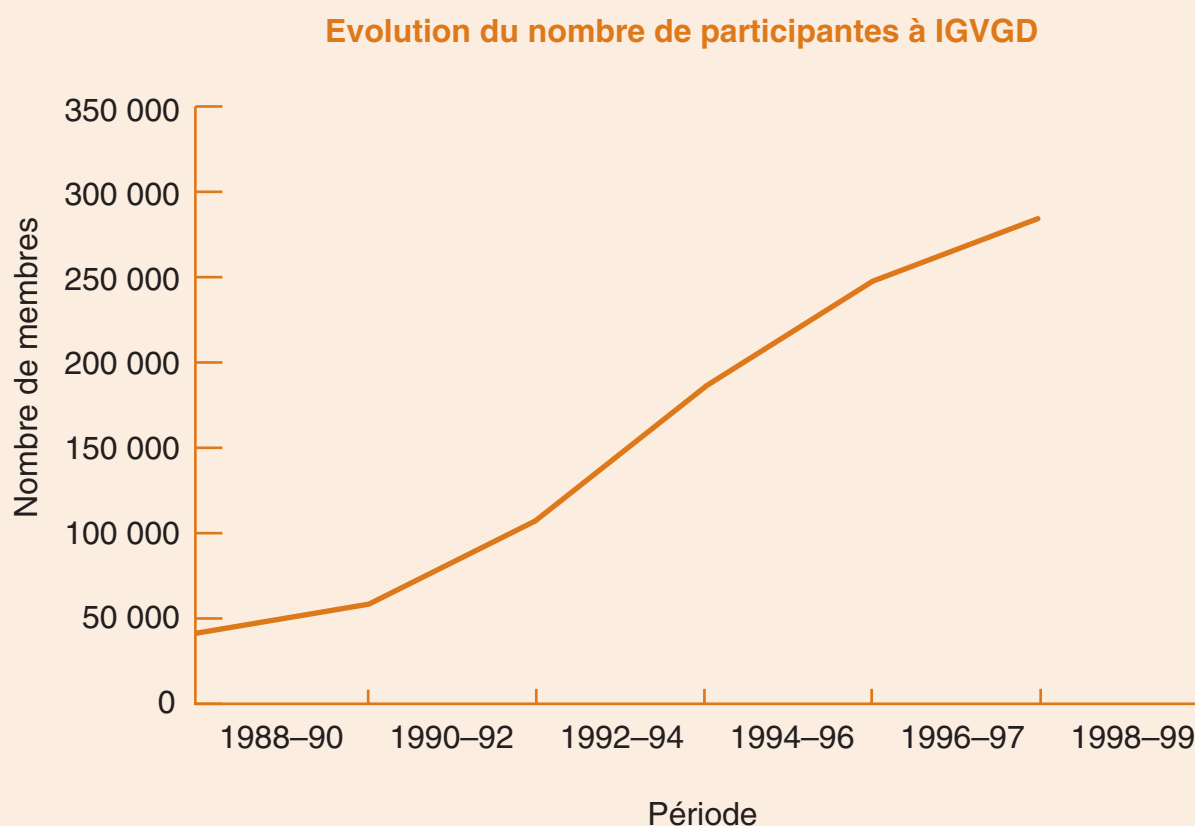


- La réussite des opérations de microcrédit est largement tributaire de la rigueur du processus de sélection de la clientèle, qui a pour objet d'assurer que l'argent emprunté pourra être remboursé. Les membres des groupes ou les agents des programmes prennent grand soin d'éliminer, au stade de la présélection, les clients qui pourraient présenter des risques.
- La préférence est donnée aux clients membres de ménages ayant un revenu régulier, plusieurs sources de rémunération et quelques biens (c'est-à-dire les mieux « nantis » parmi les pauvres) parce que, même si les activités financées ne génèrent pas suffisamment de revenus et de bénéfices, ces clients peuvent néanmoins rembourser leurs emprunts.
- Une crainte est que les ménages qui vivent dans le dénuement utilisent le montant de leurs emprunts ou les revenus tirés des activités financées par ces emprunts pour payer des

dépenses de consommation, ou qu'ils soient trop pauvres pour pouvoir rembourser sur une base régulière des emprunts effectués au titre d'activités qui ne génèrent pas immédiatement de revenus.

La recherche d'un taux de remboursement élevé et la discipline de groupe incitent donc les agents des programmes et les membres des groupes à exclure les personnes extrêmement pauvres. Il est aussi intéressant de noter qu'il existe également des facteurs de sélection non négligeables du côté de la demande car les très pauvres se retirent souvent d'eux-mêmes du marché. Ils peuvent juger « ne pas être solvables » ou ne pas avoir suffisamment de ressources pour générer les revenus nécessaires au remboursement d'un emprunt, et ils n'ont souvent pas assez confiance en eux pour chercher à rejoindre un programme de crédit.

Figure 1 Expansion du programme IGVD



Certains programmes ont toutefois réussi à étendre la portée de leurs activités. La présente note est consacrée au programme de génération de revenus pour le développement des groupes vulnérables (Income Generation for Vulnerable Groups Development — IGVGD) qui est peut-être, de tous les programmes, celui qui affiche les meilleurs résultats. IGVGD est un programme conçu pour accroître la sécurité alimentaire, mené conjointement par l'État bangladais, le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Comité du Bangladesh pour le progrès rural (Bangladesh Rural Advancement Committee — BRAC), qui est la plus importante ONG bangladaise<sup>5</sup>. IGVGD cible les femmes bangladeshis des zones rurales qui n'ont pas de ressources et qui n'ont guère ou pas de possibilité de dégager des revenus ; il a fourni une aide sous forme de céréales alimentaires et de services d'épargne et de crédit à près d'un million de participantes au cours des dix dernières années. Les deux tiers des participantes ont réussi à « sortir » de la pauvreté absolue ; elles sont maintenant clientes de systèmes de microfinance, et ne se sont jamais retrouvées dans une situation nécessitant un secours de l'État.

## **Le programme IGVGD : sa structure et ses opérations**

### **Le concept IGVGD**

IGVGD a pour base un programme de protection sociale donnant lieu à la distribution gratuite de céréales alimentaires, pendant 18 mois, aux ménages tenus par une femme qui n'ont pas de ressources et risquent le plus de souffrir de la faim. BRAC a pu constater, dans le cadre de ses activités, qu'il lui était difficile d'inclure les très pauvres dans ses opérations de microfinance habituelles et qu'il lui fallait donc trouver un autre « point d'en-

<sup>5</sup> BRAC opère dans plus de 50 000 des 86 000 villages du Bangladesh. Son Programme de développement rural (PAR), programme de microfinance ordinaire, compte 3,5 millions de membres. BRAC a 35 000 écoles primaires non traditionnelles assurant une éducation à 1,1 million d'enfants pauvres. Il poursuit également des programmes de santé et de population, des programmes d'assistance juridique et des programmes agricoles. BRAC emploie 25 000 personnes à plein temps et 35 000 personnes à temps partiel.

trée » pour faire participer les plus démunis à ses activités de développement.

BRAC a compris que les dons de céréales alimentaires étaient, pour les groupes de population extrêmement pauvres, une forte incitation à participer au programme<sup>6</sup>. Dans le cadre d'IGVGD, BRAC procède à la distribution gratuite de céréales alimentaires pour attirer les extrêmement pauvres en subvenant à leurs besoins de consommation immédiats, puis il fournit à ces derniers des formations et des services d'épargne et de crédit pour renforcer leurs capacités de développement. Lorsque la période de fourniture gratuite de céréales prend fin, les participantes peuvent poursuivre des activités génératrices de revenus, devenir clientes des programmes de microfinance ordinaires et, grâce aux compétences qu'elles viennent d'acquérir, dégager des ressources au moins égales à la valeur monétaire des céréales qu'elles ont reçues. Le projet IGVGD, qui a été lancé à titre d'opération pilote en 1985, est maintenant un programme d'envergure nationale et a bénéficié à près d'un million de femmes.

### **Le cycle d'IGVGD**

Le programme IGVGD est géré conjointement par l'État du Bangladesh et BRAC — par le biais de son programme de microfinance, c'est-à-dire le Programme de développement rural (PDR). Il comporte trois éléments essentiels : un filet de sécurité sous forme de distribution gratuite de céréales alimentaires, un programme de formation et des services financiers d'épargne et de crédit. Les femmes qui doivent recevoir gratuitement des céréales en participant au programme sont sélectionnées par des représentants élus localement. BRAC évite ainsi toute dépense de ciblage ainsi que les écueils politiques du choix des bénéficiaires. Les ménages sont sélectionnés sur la base de trois critères :

- Leur chef est une veuve ou une femme abandonnée

<sup>6</sup> Maya Jessica Tudor retrace de manière intéressante l'évolution du programme dans son étude intitulée « An Idea, Its Innovation and Evolution: BRAC's IGVGD Program » (polycopié).

- Ils possèdent moins de 20 ares de terres
- Leurs revenus mensuels sont inférieurs à 300 taka (6 dollars)

BRAC inclut alors 90 % des femmes bénéficiant de cette aide alimentaire dans son programme en n'excluant que celles qui souffrent des handicaps physiques les plus graves.

Une fois sélectionnées, les participantes choisissent un domaine de formation à partir d'une liste comprenant, notamment, l'élevage de volailles et autres animaux de ferme, l'horticulture maraîchère, etc. et elles suivent cette formation pendant une période qui, dans la plupart des cas, est achevée six mois après leur inclusion dans le programme. Une fois formées, les participantes sont inscrites dans un centre de BRAC. Elles doivent assister aux réunions hebdomadaires et aussi économiser, chaque mois, un montant de 25 taka (0,50 dollar) qui est déposé chez BRAC sur un compte rémunéré au taux de 6 %. Les participantes peuvent effectuer des dépôts plus fréquents (hebdomadaires par exemple) si elles le désirent tant qu'elles épargnent au moins 25 taka par mois. Cette condition est similaire à celle à laquelle sont assujettis les membres du programme ordinaire de BRAC qui sont, eux, tenus d'épargner chaque mois 20 taka sur un compte chez BRAC.

Le premier prêt de 2 500 taka (50 dollars) est également décaissé dès l'achèvement de la formation et les remboursements hebdomadaires prévus au calendrier commencent immédiatement. Le prêt est assorti d'un taux d'intérêt uniforme de 15 % et a une échéance à 12 mois.

Dès qu'elles ont fini de rembourser ce prêt initial, les participantes reçoivent un deuxième prêt, de 4 000 taka (80 dollars). Le cycle de distribution de céréales, qui couvre 18 mois, prend généralement fin avant que le deuxième prêt n'ait été intégralement remboursé. Lorsque tous les remboursements ont été effectués, les « sortantes » d'IGVGD deviennent membres des services de microfinance ordinaires (le PDR à BRAC). Cette participation est facilitée lorsque la situation éco-

nomique du ménage s'est améliorée. En pratique, 80 % des femmes participent à au moins deux cycles successifs d'IGVGD, et deux tiers des femmes à au moins trois cycles.

### **Les formations et les filières propres à chaque type d'activité**

La très grande majorité (environ 85 %) des membres d'IGVGD reçoivent un appui et une formation dans les domaines de l'élevage de volailles et autres animaux de ferme, de l'horticulture maraîchère, de l'agriculture, de la production piscicole ou d'activités liées à la restauration ou à l'épicerie. Les femmes possèdent déjà certaines compétences en ces domaines et il existe des débouchés assurés pour ces produits. L'élevage des volailles n'exige que très peu d'investissements dans des matériels ou dans l'infrastructure, ce qui explique la place considérable qu'occupe cette activité dans le programme de formation assuré par le BRAC dans le cadre d'IGVGD.

Pour promouvoir à la fois les opportunités de générer des revenus et l'expansion générale du secteur de la volaille, BRAC a forgé des liens avec les services publics chargés de l'élevage au Bangladesh pour pouvoir bénéficier d'activités de formation et de vaccination et d'un appui vétérinaire. Dans chaque village ou groupe de villages, une femme reçoit une formation dans le cadre de laquelle elle apprend à vacciner les animaux et à leur donner des soins. Elle est ensuite payée entre un demi taka et un taka par vaccination effectuée ; les vaccins et les médicaments sont fournis gratuitement par les services publics chargés de l'élevage.

BRAC offre en outre des formations diversifiées de manière à intégrer chaque étape du processus d'élevage de volailles (de l'éclosion des oeufs à la vente des poulets) et réduire ainsi les déséquilibres au sein du système. Certaines femmes apprennent à s'occuper des volailles pendant les deux mois suivant l'éclosion des poussins. Elles les vendent à la fin de cette période et achètent une nouvelle série de poussins d'un jour. D'autres femmes apprennent à élever des poules pondeuses. Elles se lancent dans cette activité en achetant 10 poulets

## Le cycle d'IGVGD

- 1ere étape :** L'administration centrale détermine le nombre de femmes de chaque thana (la circonscription administrative la plus petite) qui recevront gratuitement des céréales alimentaires dans le cadre du programme d'assistance. Cette allocation est fonction du ciblage géographique des zones en situation d'insécurité alimentaire.
- Les comités formés au niveau des thanas par des représentants de l'État, des élus et des organisations bénévoles répartissent le nombre de bénéficiaires entre les différentes collectivités locales relevant de la thana (qui sont généralement au nombre de huit à dix).
- 2e étape :** Les représentants élus des collectivités locales soumettent le nom des femmes devant recevoir gratuitement des céréales. Ces noms sont approuvés par le comité du thana.
- 3e étape :** BRAC sélectionne, dans la liste des femmes devant recevoir gratuitement les céréales, celles qui participeront au programme d'IGVGD (généralement 90 % du total).
- 4e étape :** Le cycle de 18 mois d'IGVGD commence : 30 kilos de céréales alimentaires sont distribués chaque mois aux participantes. Ces dernières et BRAC choisissent leur domaine de formation et les activités de formation commencent.
- 5e étape :** La formation est achevée (dans la plupart des cas) le sixième mois, et le premier des deux prêts est décaissé. Les participantes assistent à des réunions hebdomadaires et économisent 25 taka (0,50 dollar) par mois. Elles commencent immédiatement à rembourser leur emprunt.
- 6e étape :** Le premier prêt est intégralement remboursé et le deuxième prêt est décaissé.
- 7e étape :** Le 16e mois, les participantes peuvent commencer à utiliser leur épargne si elles le désirent.
- 8e étape :** Le 18e mois, le cycle est achevé et la distribution de céréales alimentaires prend fin. Les remboursements se poursuivent si le deuxième prêt n'a pas été complètement remboursé.
- 9e étape :** Les participantes qui sortent du cycle d'IGVGD sont invitées à devenir membres du programme ordinaire de microfinance de BRAC.

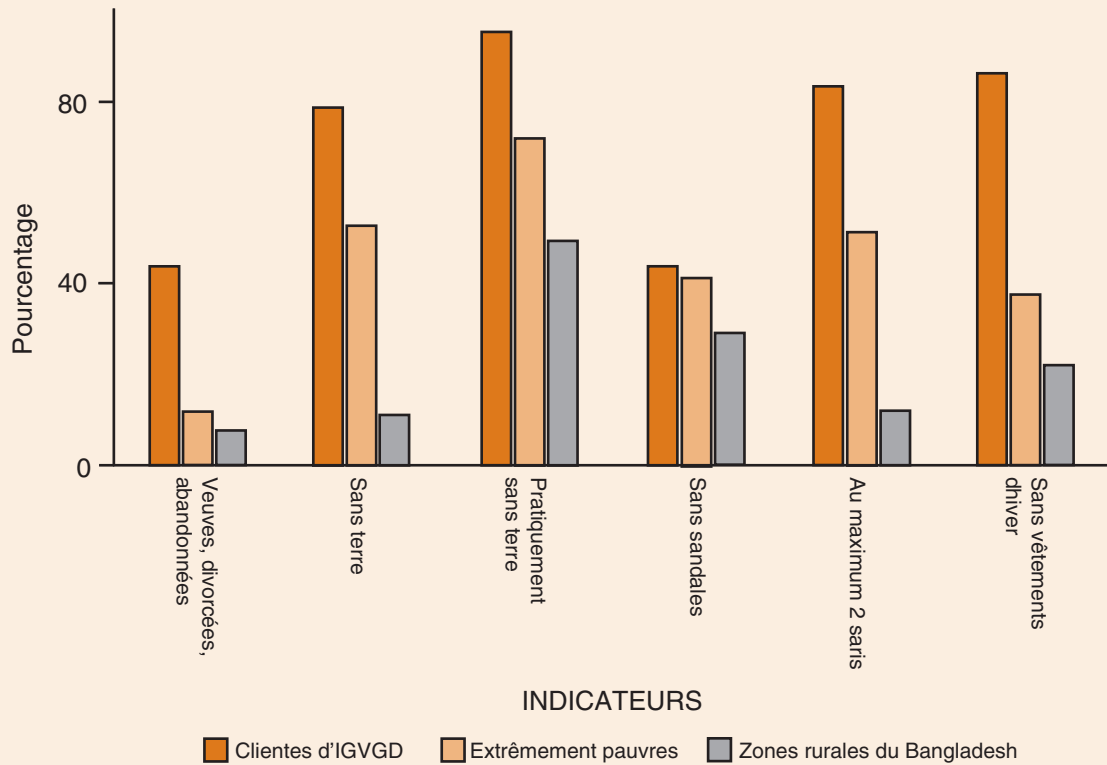
Source : Maya Jessica Tudor : « An Idea, Its Innovation and Evolution: BRAC's IGVGD Program » (polycopié).

hybrides par l'intermédiaire de BRAC au prix de 250 taka. Beaucoup de femmes ramassent les oeufs pour les vendre aux établissements d'accoupage ou sur le marché. D'autres encore vendent des aliments pour volailles. Quelques-unes reçoivent une formation qui doit les aider à mettre en place une couveuse. Ces formations sont assurées collectivement par BRAC et les services publics chargés des volailles et des animaux de ferme.

Outre l'élevage de la volaille et des animaux de ferme, BRAC a décidé de poursuivre certaines interventions novatrices, telles que la sériciculture. Le tissage de la soie est un art traditionnel dans certaines régions du Bangladesh, mais la concurrence exercée par le tissage de la soie en usine et les matières synthétiques, ainsi que l'absence de nouveaux motifs et d'activités de commercialisation ont provoqué un net déclin de cette branche d'activité. BRAC a décidé de relier les différentes étapes du processus de production de soie, d'une

part pour relancer cet art autochtone et d'autre part pour ouvrir de nouvelles perspectives économiques à d'importants groupes de population. BRAC a sollicité des services des ponts et chaussées et des collectivités locales l'autorisation de planter des mûriers le long des routes. Des femmes recevant des céréales dans le cadre d'IGVGD plantaient des mûriers et montaient la garde pour éviter que leurs plants ne soient volés ou détruits. Elles récoltaient ensuite les feuilles pour les vendre à des séricicultrices qui, pour la plupart, participaient aussi au programme d'IGVGD et s'occupaient des activités séricicoles du stade de l'oeuf au cocon. Les cocons étaient vendus aux filateurs, qui à leur tour cédaient le fil aux tisseurs. BRAC fournissait les motifs, assurait le contrôle de la qualité et vendait la soie par l'intermédiaire de ses grands points de distribution urbains, ou bien l'exportait. Il dispensait une formation d'une journée aux planteuses/gardiennes des mûriers et une formation

Figure 2 Les grands indicateurs de pauvreté



Source : Hossain Zillur Rahman et Mahabub Hossain, directeurs de publication de *Rethinking Rural Poverty: Bangladesh as a Case Study* (New Delhi : Sage, 1995) et données des enquêtes menées auprès des femmes participant à IGVD.

de cinq jours aux femmes chargées de l'élevage des vers à soie. Toutefois, les graves inondations de 1998 ont détruit la plupart des mûriers et la maladie a tué un grand nombre des vers à soie, de sorte que BRAC a dû réduire l'envergure de son programme de sériciculture.

### Suivi du programme

Le programme d'IGVD se caractérise par des innovations constantes et un suivi attentif des activités à plusieurs niveaux. Le gouvernement et le PAM assument la responsabilité du suivi du programme en procédant à l'examen des rapports mensuels et trimestriels de BRAC qui est, quant à lui, tenu de mettre ses documents et ses rapports à la disposition des agents concernés de l'État et

du PAM. Le personnel du Programme alimentaire mondial se rend également plusieurs fois par an sur le terrain pour procéder à des vérifications ponctuelles des progrès accomplis. L'emploi des fonds versés à BRAC à des fins de formation et de financement fait l'objet d'audits annuels réalisés par des experts comptables nommés par le PAM pour le compte des bailleurs de fonds. La division des études et évaluations de BRAC, qui opère de manière indépendante, procède aussi à des examens périodiques des différents aspects d'IGVD<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> Se reporter, par exemple, à Ghulam Sattar et al, « Food Aid and Sustainable Livelihoods: BRAC's Innovations against Hunger » et à Dilruba Ahmed, « Poverty Alleviation of the Hardcore Poor in Bangladesh » (polycopié, BRAC, 2000).

## Les excellents résultats d'IGVGD : du premier contact à la sortie des participantes du programme

### Le ciblage des personnes extrêmement pauvres

Une enquête longitudinale d'un échantillon représentatif à l'échelle du pays composé de 400 membres d'IGVGD a permis de constater l'excellent ciblage des extrêmement pauvres par le programme<sup>8</sup>. Les indicateurs de base établis au début des années 90 montrent que 8 % des ménages ruraux bangladais avaient, à l'époque, une femme pour chef, alors que c'était le cas de 44 % des ménages couverts par le programme d'IGVGD. Environ 4/5 des femmes participant au programme ne possédaient aucune terre agricole, contre 16 % des ménages ruraux et 53 % des très pauvres. Quatre-vingt quinze pour cent des ménages couverts par IGVGD étaient pratiquement sans terre (moins de 0,20 ha) contre seulement 49 % des ménages ruraux et 72 % des extrêmement pauvres. Environ un tiers des ménages inclus dans le programme d'IGVGD n'avaient pas de biens avant de participer au programme, 87 % ne possédaient pas de couverture (contre 37 % des extrêmement pauvres) et la moitié environ n'avaient pas de lit. Moins d'un cinquième des femmes possédaient plus de deux saris et 44 % n'avaient ni sandales ni chaussures. Les ménages des femmes inclus dans IGVGD étaient généralement de taille plus limitée que la moyenne des ménages bangladais vivant en zone rurale et la proportion de femmes les composant était plus élevée. Les ménages pauvres sont généralement nucléaires, voire même plus petits, et ils comptent un nombre important de femmes abandonnées. Dans plus

<sup>8</sup> L'enquête a été réalisée pour le compte du Programme alimentaire mondial. L'échantillon, composé de 400 femmes réparties sur l'ensemble du territoire, a été constitué par une méthode d'échantillonnage aléatoire à trois niveaux. Les enquêtes longitudinales ont été menées auprès des mêmes femmes à trois dates différentes : en 1994, 400 femmes ont été interrogées alors qu'elles venaient tout juste d'être incluses dans le programme ; en 1996, 398 de ces mêmes femmes ont été interrogées alors qu'elles venaient de sortir du programme ; enfin, 345 femmes de ce même groupe ont été interrogées en 1999, c'est-à-dire trois ans après leur sortie du programme.

d'un tiers des ménages retenus pour IGVGD, les femmes étaient le principal soutien de famille. Un cinquième des femmes devaient mendier pour obtenir de la nourriture. Environ 90 % des femmes étaient analphabètes et plus de la moitié d'entre elles ne pouvaient compter que jusqu'à 20.

### Amélioration de la situation économique des participantes

L'enquête longitudinale a été complétée par des opérations d'évaluation participatives menées, en 1996 et en 1999, auprès de plus d'une centaine de participantes à IGVGD qui avaient rejoint le programme en 1994, dans 10 sites différents. Ces évaluations ont montré que les femmes avaient grandement profité du programme, qui leur a permis d'accroître leurs revenus et d'acquérir des biens. Les participantes ont expliqué que, grâce à la distribution de céréales alimentaires dans le cadre d'IGVGD, il leur avait été possible d'économiser les faibles gains qu'elles auraient, sinon, dû utiliser pour acheter des aliments. Les prêts qui leur ont été initialement consentis, et les montants qu'elles ont pu épargner, leur ont permis de se lancer dans des activités rémunératrices. Grâce à l'appui sous forme de céréales alimentaires et à l'aide financière dont elles ont bénéficié, elles ont connu un répit qui leur a permis de réinvestir leurs gains dans leur activité et de rembourser leur emprunt. L'élevage de volailles est, de toutes les activités, celle qui a donné les meilleurs résultats ; certaines femmes ont réinvesti l'argent qu'elles ont tiré de la vente de poulets (ou d'œufs) pour acheter des chèvres. Quelques autres se sont lancées dans des activités différentes, telles que le décorticage du riz, le petit commerce de rue ou l'ouverture d'une boutique.

La majorité des femmes ont indiqué que, lorsqu'elles ont cessé de recevoir gratuitement des céréales au bout de 18 mois, elles ont eu peur de ne pas pouvoir continuer à gagner leur vie et ont connu des moments difficiles. La plupart d'entre elles ont toutefois noté que, si leur niveau de consommation a réellement chuté à ce moment-là, elles ont néanmoins réussi à poursuivre l'activité rémunératrice qu'elles avaient entreprise grâce

### ***Celles qui s'en sont sorties...***

Quand son mari est mort de la tuberculose, Jorimon s'est retrouvé seule avec ses deux filles, sans aucune possession mais avec une dette de 5 000 taka. Elle a travaillé pour des ménages mieux nantis du village et a survécu en gagnant un petit peu d'argent ou en mendiant pour avoir à manger. En 1994, elle a commencé à recevoir 31,5 kilos de céréales chaque mois et est devenue membre d'IGVGD.

Jorimon a suivi une formation de trois jours concernant l'élevage de volailles. Elle avait déjà élevé des poulets mais, à cette occasion, elle a appris comment les vacciner, les garder propres et leur donner les bons aliments. Elle a aussi appris qu'il était important d'épargner et, pour une femme, de pouvoir subvenir à ses propres besoins et elle a reçu des conseils sanitaires. Elle a alors

bénéficié d'un prêt de 1 000 taka de BRAC qu'elle a utilisé en partie pour acheter à BRAC des poulets de « race », en partie pour acheter des poulets locaux et en partie pour investir dans le commerce d'un vendeur de saris du village. Jorimon a bien tiré profit de ses investissements. À la fin de la première année, elle avait revendu ses poulets, en avait acheté de nouveaux et grâce à un nouveau prêt, avait acheté deux chèvres.

Lorsque le cycle d'IGVGD a pris fin en 1996, les agents de BRAC lui ont demandé de devenir membre du programme PDR. Ceci fait, elle a obtenu un prêt pour acheter une vache. Au début, elle a eu du mal à s'en sortir sans les céréales gratuites, mais elle y est quand même parvenue grâce au prêt de BRAC. Jorimon continue d'élever

quelques poulets mais elle élève aussi des chèvres qu'elle vend chaque année au marché de l'Eid. Sa vache lui donne du lait ; elle vend le produit de la traite du matin mais garde celui de la traite de l'après-midi pour ses filles. Ces dernières vont à l'école de BRAC. L'année dernière, Jorimon a reçu une formation pour apprendre à coudre ainsi qu'un prêt de BRAC pour acheter une machine à coudre. Elle confectionne maintenant des vêtements pour enfants et des blouses pour les femmes de son village. Elle a remboursé tous ses emprunts, économise de manière régulière et rêve d'avoir une maison à elle. Jorimon est très stricte sur la scolarisation de ses filles. Elle espère qu'elles feront des mariages intéressants et qu'elles auront des vies prospères.

### ***... et celles qui n'ont pas réussi***

Rafeza est devenu membre d'IGVGD au début du cycle de 1994-96. Elle avait perdu son mari quelques années auparavant et avait quatre fils et trois filles. Deux des garçons et deux des filles étaient mariés mais étaient trop pauvres pour assumer la charge du ménage de leur mère. Rafeza travaillait pour d'autres ménages et devait souvent mendier pour obtenir des aliments et nourrir les deux fils et la fille qui continuaient de vivre avec elle. Les céréales gratuites lui ont permis de survivre. Rafeza se rappelle avoir enfin pu

manger à sa faim. Elle a reçu une formation portant sur l'élevage de volailles et a vendu une partie de ses céréales pour acheter quelques poulets.

À la fin du cycle d'IGVGD, elle a retiré les 300 taka qu'elle avait économisés. Les agents du programme lui ont dit d'acheter des poulets avec cet argent mais elle avait besoin d'acheter de la nourriture. Elle a eu du mal à subsister sans les céréales gratuites. Elle a continué de travailler pour d'autres ménages mais, avec l'âge, il lui était de

plus en plus dur de s'acquitter de sa tâche. Aucun agent de BRAC n'est venu lui demander d'adhérer au PDR. Peut-être était-elle trop âgée ; peut-être n'était-elle pas jugée suffisamment active. Elle a réussi à marier sa plus jeune fille. Un de ses fils est parti chercher du travail. Rafeza vit avec son fils cadet qui va à l'école religieuse gratuite. Elle travaille quand elle peut et subsiste grâce à la charité et aux dons des autres. Elle aimerait bien pouvoir participer de nouveau au programme de distribution de céréales alimentaires.

**Tableau 1 Évolution de la situation économique des ménages**

Variables	Participant·es à IGVD		
	1994 (avant le Programme)	1996 (à la fin du programme)	1999 (+ 3 ans)
% des ménages sans couvertures	86	n.d.	75
% des ménages sans lits	42	40	36
Revenu mensuel (en Tk) avant l'enquête	75	717	415
% des ménages gagnant plus de 300 taka	7	64	31
% des ménages ayant une épargne auprès d'une ONG	11	34	37
% des ménages mendiant	18	2	0
% des ménages sans terre	78	62	n.d.
% des ménages sans bien de famille	27	13	n.d.
% des ménages quasiment sans terre	94	72	n.d.

n.d. = non disponible

au crédit. Elles ont ensuite pu contracter de nouveaux emprunts, qu'elles ont remboursés, et elles ne sont pas retombées dans le dénuement qui était auparavant leur lot. À l'opposé, un quart des femmes ont indiqué qu'elles n'avaient pas pu rétablir leur situation lorsqu'elles ont cessé de recevoir gratuitement des céréales alimentaires. Elles ont vendu leurs poulets, utilisé le solde de leur emprunt pour financer leur consommation et ont eu du mal à rembourser celui-ci. Elles ont indiqué que leur situation est aussi désespérée qu'auparavant et qu'elles espéraient vraiment pouvoir recommencer à bénéficier du programme de céréales alimentaires.

Un peu plus de la moitié des femmes interrogées dans le cadre des évaluations participatives ont indiqué que leur ménage avait pu acquérir certains biens grâce au programme. Un grand nombre d'entre elles ont même pu acheter des saris et des sandales avec leur propre argent alors que, dans le passé, elles devaient avoir recours à la Zakat (c'est-à-dire à la charité) et porter les vêtements usagés donnés par les riches. La majorité de ces femmes pouvaient faire trois repas par jour, même en période creuse. Quelques femmes ont fièrement annoncé qu'elles avaient installé un toit

en tôle sur leur logement, et une femme a même dit qu'elle avait acheté un petit terrain à cultiver.

Plusieurs des femmes interrogées ont fait valoir que, le plus difficile quand on est très pauvre, c'est l'attitude des autres ménages (un peu moins) pauvres. Elles ont dit qu'elles étaient mal traitées et qu'on leur faisait sentir qu'elles étaient des « moins que rien ». Quelques femmes ont indiqué que, auparavant (c'est-à-dire avant leur participation à IGVD), elles avaient tenté de devenir membre de BRAC mais qu'on leur avait répondu qu'elles étaient trop pauvres, qu'elles n'avaient pas les compétences nécessaires pour « s'en sortir », qu'elles ne feraient que gaspiller l'argent de leur emprunt et, de surcroît, mettraient tout le monde en difficulté. Le programme d'IGVD a donné à ces femmes davantage confiance en elles et a contribué à améliorer leur statut au sein de la communauté villageoise.

L'enquête longitudinale a permis de réunir des données quantitatives sur certains indicateurs économiques à trois périodes différentes — lors de l'inclusion des intéressées dans le programme en 1994, à leur sortie du programme en 1996, et trois ans plus tard en 1999. Si 1994 est l'année de base du programme, 1996 est, à bien des égards,

son point culminant. La distribution gratuite de céréales aux ménages étudiés venait juste de s'arrêter mais l'impact de cet arrêt ne se faisait pas encore sentir. En fait, les participantes avaient désormais accès à leur épargne et venaient d'obtenir un deuxième financement. Les informations recueillies pour 1999 correspondent donc à une période de stabilisation et mesurent mieux l'impact économique à long terme du programme IGVD.

Les données de l'enquête témoignent d'une diminution notable du nombre de ménages qui ne possèdent pas, ou quasiment pas (moins de 0,20 ha), de terres et d'une augmentation du nombre de propriétaires de terres familiales entre 1994 et 1996. Il est extrêmement intéressant de noter que le pourcentage de femmes obligées de mendier pour survivre est tombé de 18 % en 1994 à 2 % en 1996 et est nul en 1999. Le pourcentage de ménages possédant des couvertures et des lits a également augmenté au cours de cette période de cinq ans, pour passer de 14 à 25 % dans le cas des couvertures et de 58 à 64 % dans le cas des lits. Les revenus mensuels ainsi que le pourcentage de ménages gagnant plus de 300 taka ont fait un bond entre 1994 et 1996 pour toutefois diminuer quelque peu par la suite mais, malgré ce recul, les

revenus ont très fortement augmenté par rapport à leur niveau de 1994. Il semble donc que les femmes participant au programme IGVD aient pu améliorer durablement leur situation économique, qui reste satisfaisante trois ans après leur sortie du programme.

### La sortie du programme

Le programme d'IGVD a été conçu dans le but crucial de permettre aux participantes, qui sont extrêmement pauvres, de gagner accès à des programmes de microcrédit ordinaires et partant, de suivre une trajectoire qui pourra leur permettre de réduire leur degré de pauvreté. IGVD constitue donc, à divers égards, la première étape d'une ascension économique, et son succès peut être mesuré en partie par le nombre de femmes qui deviennent, à terme, des membres à part entière des programmes de microfinance.

En avril 2000, 92 % des femmes incluses dans l'échantillon aléatoire initialement établi pour le cycle 1994–96 ont été de nouveau contactées et interrogées aux fins de la présente étude. Le tableau 2 montre que les deux tiers environ de ces femmes ont réussi à devenir des membres à part entière de programmes de microfinance ordinaires. Bien que la plupart d'entre elles aient adhéré à

**Tableau 2 Adhésion à une IMF**

Catégorie	Participantes à IGVD		
	1994 (avant le Programme)	1996 (à la fin du programme)	2000 (+ 4 ans)
Membres d'une IMF	15 %	28 %	66 %
Répartition des adhérentes*			
BRAC	n.d.	n.d.	65 %
Grameen	n.d.	n.d.	22 %
Proshika	n.d.	n.d.	7 %
ONG locales	n.d.	n.d.	16 %
Autres ONG	n.d.	n.d.	2 %

\* Cette répartition est basée sur les 66 % de clientes incluses dans l'enquête de 1999 qui étaient membres d'une IMF. La somme des pourcentages est supérieure à 100 % parce qu'une même personne peut être membre de plus d'une ONG-IMF. Aucune donnée sur la répartition entre IMF n'est disponible pour 1994 et 1996.

n.d. = non disponible

BRAC, un certain nombre de femmes sont devenues membres d'autres institutions de microfinance (IMF). Le programme d'IGVGD de BRAC joue donc un rôle très utile en « préparant » une clientèle pour l'ensemble du secteur des IMF.

### La question de la subvention

Selon les estimations de BRAC, la formation d'une femme coûte, en moyenne, 500 taka. BRAC perçoit des intérêts au taux uniforme de 15 % sur les prêts qu'il consent aux participantes à IGVGD, c'est-à-dire au même taux que pour les clients de son programme de microfinance ordinaire (PDR). D'après ses calculs, le coût de la fourniture de ses services à chacun de ses clients est de l'ordre de 600 taka. Dans le contexte du PDR, ce coût est financé par le produit des intérêts applicables au premier prêt de 4 000 taka. Le premier prêt accordé à une participante à IGVGD n'est, toutefois, que de 2 500 taka et les intérêts qu'il génère ne suffisent pas à couvrir le coût du service. Le montant estimatif de la subvention de BRAC au titre de chaque prêt initial octroyé à une participante à IGVGD est donc de 225 taka. La subvention qu'il accorde donc au titre du crédit et des services de formation est de 725 taka par cliente. Pour l'instant, le PAM fournit gratuitement à BRAC les céréales alimentaires que celui-ci distribue pendant 18 mois à chaque participante à IGVGD. Si l'on inclue dans les calculs le coût des céréales (6 000 taka aux prix courants), la subvention totale est, pour chaque femme, de l'ordre de 6 725 takas (soit environ 135 dollars). L'État et les bailleurs de fonds estiment qu'il s'agit là d'une faible somme si l'on considère que la très grande majorité des participantes au programme d'IGVGD cessent, lorsqu'elles en sortent, d'avoir régulièrement besoin de secours.

Les subventions qui forment la base du programme d'IGVGD soulèvent quelques questions difficiles car, en règle générale, la fourniture de services non financiers et de services financiers par une même institution a pour effet de réduire l'efficacité de cette dernière et de compromettre sa viabilité. BRAC évite ce problème, pour l'essentiel, en séparant les fonctions relatives à ces diffé-

rentes activités. La fourniture et la distribution des céréales alimentaires gratuites sont assurées par l'État dans le cadre d'un programme préexistant dans lequel le programme de microfinance de BRAC n'intervient aucunement. Les formations sont dispensées conjointement par l'ONG et par l'État. Le coût de la fourniture de prêts de moindre montant donne lieu à une subvention croisée du programme de microcrédit ordinaire de BRAC, mais le suivi financier et la comptabilité d'IGVGD sont assurés indépendamment du PRD pour qu'il soit possible d'évaluer les subventions.

Il est toutefois fortement recommandé de séparer clairement les opérations relatives à chacune de ces activités et, dans la majorité des cas, il est préférable qu'une institution de microfinance ne fournisse que des services financiers et qu'elle forge des partenariats avec des prestataires pour la fourniture des services non financiers. Toute subvention devrait émaner des partenaires, et non pas de l'institution de microfinance, pour que l'objectif reste clairement le développement d'une institution viable. Il importe donc de structurer toute subvention croisée des taux d'intérêt avec le plus grand soin pour éviter que cette opération n'ait un impact négatif sur la viabilité financière du programme ou de l'institution dans son ensemble.

### Conclusion

Le programme d'IGVGD de BRAC montre qu'il est possible d'améliorer suffisamment la situation des ménages, même ceux qui vivent dans le dénuement le plus complet, pour leur permettre d'avoir accès aux services de microfinance. La principale innovation de BRAC tient aux liens novateurs qu'il a établis entre la microfinance et les filets de sécurité sociaux. Il ne faut toutefois pas croire que cet exemple est unique ou qu'une telle opération ne peut être assurée que par une grande ONG. Au Bangladesh, de petites ONG de portée locale (notamment Jagorani Chakra) obtiennent elles aussi de bons résultats dans le cadre d'opérations similaires. D'autres, comme CARE Bangladesh, ont réussi à allier des opérations de microfinance et des mécanismes d'emploi garantis par l'État.

BRAC a permis aux deux tiers des participantes à son programme de devenir des membres à part entière de programmes de microfinance ordinaires. Étant donné qu'environ un million de femmes ont participé au programme d'IGVGD depuis le lancement de ce dernier, les deux tiers d'un million de femmes vivant autrefois dans le dénuement sont maintenant membres de programmes de microfinance auxquels elles n'auraient probablement pas pu avoir accès sans IGVGD.

Le programme n'a pas vraiment permis d'améliorer durablement la situation d'un tiers des participantes. BRAC exclut également 10 % des femmes recevant des céréales alimentaires d'IGVGD parce qu'elles sont trop âgées ou handicapées. Le programme n'est donc pas une panacée pour toutes les femmes couvertes par les filets de sécurité sociaux et il reste nécessaire de fournir de manière plus systématique une assistance élémentaire aux plus pauvres.

L'un des risques fondamentaux que courent les programmes qui, comme IGVGD, font intervenir une gamme limitée d'activités économiques, tient à leur vulnérabilité face aux chocs macroéconomiques et extérieurs. Les maladies aviaires peuvent devenir épidémiques, détruire les poulaillers domestiques et forcer un grand nombre de clients à s'endetter. Les activités de sériciculture et la filière du ver à soie d'IGVGD ont énormément souffert des inondations et des maladies du ver à soie. Il importe donc de veiller à mettre en place des plans pour pallier les problèmes de ce type, par exemple en diversifiant le portefeuille d'activités.

Le succès remporté par le programme d'IGVGD montre à quel point il est important d'innover pour mettre la microfinance au service de la lutte contre la pauvreté. Si la microfinance n'est pas une panacée en matière de réduction de la pauvreté, et bien qu'elle ait fait l'objet de nombreuses initiatives mal conçues et vouées à l'échec qui n'ont fait que compromettre le secteur, elle offre néanmoins toujours des opportunités considérables pour les pauvres. Si de nombreux praticiens de la microfinance ont choisi la facilité en faisant valoir que la microfinance n'est pas adaptée à la situation des extrêmement pauvres, des programmes comme IGVGD permettent de replacer ces derniers au cœur des débats politiques et de l'agenda opérationnel. IGVGD nous met au défi de mettre en place des mécanismes efficaces d'un bon rapport coût-efficacité pour inclure ceux qui ne sont pas couverts par les programmes ordinaires de microfinance. Assister les populations indigentes afin de les aider à sortir de l'extrême pauvreté a des impacts sociaux trop importants pour ne pas saisir les occasions offertes.

Syed Hashemi a rédigé cette Note avec l'appui de Maya Tudor, étudiante de troisième cycle à Stanford University effectuant un stage à BRAC, et de Zakir Hossain, Nagorik Uddyog, à Dhaka. À la suite de la mission menée par Elizabeth Littlefield au Bangladesh au début de 2000 et des entretiens qu'elle a eus avec Fazle Hasan Abed, fondateur et président de BRAC, il a été jugé nécessaire de diffuser plus largement les résultats obtenus par BRAC dans le cadre du programme IGVGD. L'auteur tient à remercier Salehuddin Ahmed, Aminul Alam, Mushtaque Chowdhury, G M Sattar et Rabeya Yasmin (BRAC) des informations, explications et commentaires qu'ils ont bien voulu lui fournir et qui lui ont permis de préparer cette Note. Elizabeth Littlefield, Imran Matin, Brigit Helms, Doug Pearce, Tiphaine Crenn, Rich Rosenberg and Ousa Sananikone, tous membres du CGAP, ont aussi fait part de leurs précieux commentaires. Directrice de publication : Tiphaine Crenn

N'hésitez pas à faire lire cette Note à vos collègues ou à nous demander des exemplaires supplémentaires de ce numéro ou d'autres études.

Toutes les études du CGAP sont disponibles sur le site web du CGAP : [www.cgap.org](http://www.cgap.org).

CGAP  
1818 H Street, N.W.  
MSN P3 - 300  
Washington, DC 20433 États-Unis

Tél. : 202 473 9594  
Fax : 202 522 3744

Courriel :  
[cgap@worldbank.org](mailto:cgap@worldbank.org)

Site Web :  
[www.cgap.org](http://www.cgap.org)